

Claude de Miras

Economiste

ORSTOM

Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération

UN MODE POPULAIRE D'ACTION ECONOMIQUE:
LE SECTEUR DE SUBSISTANCE

Communication proposée à la Journée d'Etude
du Groupe de Réflexion
"Mode Populaire d'Action Politique".

CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES INTERNATIONALES.
Paris, février 1982

Claude de Miras
Economiste
ORSTOM

Un Mode Populaire d'Action Economique:

Le Secteur de Subsistance

Initialement destinée en 1975 à étudier la formation de capital privé productif ivoirien (concrètement, la création de petites et moyennes entreprises ivoiriennes appuyée par l'Etat), notre recherche s'oriente aujourd'hui vers ce que l'on pourrait appeler "l'économie populaire spontanée" qui est moins un concept qu'une hypothèse de travail.

Nous voudrions, dans cette note, rendre compte de ce cheminement particulier, moins erratique qu'il n'y paraît. Pour ce faire, il sera utile de présenter les principaux résultats de ce travail, qui ont servi de base et d'hypothèse aux différentes phases successives de notre investigation.

De la PME ivoirienne à l'Artisanat urbain

L'émergence d'un secteur privé autochtone peut s'envisager à partir de trois voies distinctes:

- extension et diversification d'un tissu industriel modeste mais pré-existant,
- création ex nihilo d'unités de production de moyenne dimension,
- croissance et modernisation d'un artisanat local prolifique.

Nos premières enquêtes nous ont très rapidement conduit à constater l'impossibilité d'emprunter la première voie puisque, on le sait, les investissements directs privés ivoiriens ont négligé le secteur industriel au profit de l'immobilier, des transports ou des plantations.

La seconde hypothèse va se révéler plus pertinente du fait de l'attitude affairiste de la "bourgeoisie d'Etat" qui tente d'élargir sa base économique avec l'appui tacite ou officiel de l'Etat. Mais quid de l'artisanat?

La troisième option va faire basculer notre problématique: les quelques rares exemples de mutations d'ateliers artisanaux en entreprises de type industriel, réalisées dans des conditions particulières et non généralisables, retiennent moins l'attention que le phénomène artisanal urbain, énorme et précaire, patent mais totalement inconnu.

Deux axes de recherche restent donc ouverts:

-l'un, "par le haut", qui traverse les ambitions d'une bourgeoisie montante ainsi que la stratégie ambiguë de l'Etat à l'égard de l'émergence d'un capitalisme privé ivoirien. Mais cette question paraissait relever davantage de la science politique que de l'économie... Cettème fut donc pour un temps délaissé (1).

-l'autre, "par le bas", orienté vers les carences de ce secteur artisanal qui par son existence et son évolution pose question à l'économiste.

Mais de quels outils conceptuels dispose-t-on pour entamer l'analyse de ce nouvel objet économique que constitue, au tournant des années 70, le secteur non-moderne, synonyme de pauvreté et de sous-développement?

"Le fait central du développement économique est l'accumulation rapide du capital" (2)

"Le take-off est défini comme l'intervalle de temps durant lequel le taux d'investissement s'accroît..." (3)

Mais la règle d'or de la théorie du développement qu'est la formation de capital sera doublement remise en cause à travers ce phénomène artisanal, à la fois comme objectif national de politique économique et comme analyseur privilégié de l'économie politique.

Comme stratégie de la politique économique, la formation de capital telle qu'elle fut pratiquée en Afrique francophone au cours des deux premières décennies du développement, s'est avérée incapable d'assurer l'équilibre général des systèmes en développement et de résorber la sphère "traditionnelle". Pour les libéraux, il apparaît finalement que "la croissance accélérée du produit global ne fait pas diminuer la pauvreté et l'inégalité" (4). Pour les marxistes, la corrélation entre accumulation capitaliste périphérique et pauvreté endémique est au contraire forte et positive (5).

Comme niveau d'analyse, le capital et son accumulation, dans l'artisanat, ne sont pas opératoires. Au sens de Marx, il n'est pas possible de parler de capital puisque ces formes de petite production marchande ne sont pas assimilables au mode de production capitaliste. Au sens néo-classique (c'est-à-dire capital au sens de facteur de production et non pas comme rapport social), cette approche est sans issue car la presque totalité des unités artisanales voient le surplus dégagé de l'acte productif, sortir tout entier de la sphère de production sans y être réinjecté. La fuite du surplus prive l'économiste de son objet d'analyse: l'accumulation et son étude, à peine commencée, s'arrêtent...

La mise en évidence de l'exportation du surplus vers la sphère domestique constitue le point final d'une analyse de l'artisanat menée en termes de capital.

En termes de surplus, l'étude des formes de petite production marchande va se développer d'une part, en analysant leur mode de simple reproduction, et, d'autre part, en suivant la destination et l'utilisation de ce surplus; l'ensemble débouche sur un essai de définition du "secteur de subsistance" (6).

De l'Artisanat au Secteur de Subsistance

Le secteur de subsistance se définira comme une structure productive créée à partir d'un investissement initial réduit financé par des apports personnels antérieurs ou extérieurs non-bancaires. La force de travail employée est essentiellement constituée "d'apprentis" qui ne ressortissent pas du marché libre du travail puisque ceux-ci sont liés au patron de l'activité par des liens familiaux, villageois, ethniques et plus généralement idéologiques.

Le fonctionnement en simple reproduction de ce secteur lui confère une physionomie particulière (activité à niveau réduit, absence de toute forme de comptabilité, localisation instable).

Une fois couvertes les charges nécessaires à l'activité productive et à son maintien en l'état, le résultat d'exploitation est essentiellement destiné à couvrir partiellement ou totalement les frais d'entretien du ménage de l'artisan et de ses dépendants.

La reproduction générale de ce secteur de subsistance s'opère selon un mouvement contradictoire d'expansion et de récession quasi-simultanée.

Les mécanismes de génération de ce secteur par le système dominant capitaliste, fonctionnent en toute hypothèse, selon trois principes d'induction:

-induction par exclusion: l'écart entre le taux d'urbanisation et le taux d'industrialisation a engendré une masse d'exclus repoussé hors de l'emploi capitaliste, en quête d'un minimum de subsistance.

-induction par sous-paiement du salariat "moderne": dans le secteur de subsistance, une partie des activités sont le fait de prolétaires engagés dans le secteur capitaliste, cumulant donc un emploi salarié et une activité indépendante permanente ou temporaire. Cette conjonction de revenus peut être individuelle ou plus généra-

lement pratiquée à l'échelle du groupe domestique (7).

L'interrogation qui surgit ici est "Dans la hiérarchie des catégories socio-professionnelles, à partir de quel seuil (et pourquoi), le système capitaliste couvre-t-il intégralement les coûts de reproduction de ses agents en économie périphérique?"

Ainsi, le secteur de subsistance ne donnerait-il pas seulement la mesure de l'incapacité du système capitaliste périphérique à assurer le plein emploi de la force de travail disponible, mais aussi le degré de frustration réelle et de revendication potentielle des prolétaires, qui ne s'exprime pas dans un rapport conflictuel avec la classe possédante, mais se cristallise individuellement dans ce secteur de petite production de biens et de services.

-induction par la demande: le secteur de subsistance ne peut distribuer des revenus que parce qu'il existe en face de lui une demande qui justifie et rétribue l'acte de production à des niveaux de prix et selon des conditions de règlement que le secteur capitaliste ne tolérerait pas. Pour cette raison, trois catégories de clientèle s'adresse exclusivement ou en partie à ce secteur de subsistance:

.les individus et les ménages qui appartiennent à ce même secteur,

.la "classe moyenne" ivoirienne qui améliore ainsi sensiblement son pouvoir d'achat réel compte tenu du bas niveau général des prix de vente dans le secteur de subsistance; il se développe donc, "sur le dos" de ce secteur, une sorte de société de consommation périphérique malgré les prix capitalistes prohibitifs pour certaines couches sociales dont les revenus (salaires capitalistes) sont relativement insuffisants.

.la main d'oeuvre employée dans la sphère de production capitaliste qui oriente largement sa demande vers l'artisanat de subsistance; le système capitaliste utilise donc ce secteur pour assurer au moindre coût la reproduction des travailleurs qu'il emploie et réduire du même coup le niveau général des salaires réels qu'il leur distribue.

En même temps que le secteur de subsistance s'étend, des pressions en sens opposé sont exercées par l'Etat et le Capital sans que l'on puisse considérer qu'il y ait confrontation ou opposition entre le premier et les seconds.

Secteur de Subsistance, Etat et Capital

Nous n'analyserons pas ici la nature complexe de l'Etat ivoirien, ni les différentes composantes du Capital, mais nous considèrerons très schématiquement, pour les besoins de la démonstration, le premier comme l'expression politique plus ou moins médiatisée des intérêts capitalistes, et le second comme l'ensemble économique où régnent des rapports de production capitalistes, qu'ils soient le fait d'Etrangers ou de Nationaux, du secteur privé ou du secteur public.

Sà pour les libéraux "dualistes", le secteur "informel" est globalement indépendant du secteur "moderne", l'analyse marxiste considère cette forme particulière de petite production marchande comme un produit nécessaire de la croissance périphérique capitaliste, totalement soumis et exploité par le mode de production dominant.

Sans chercher la troisième voie ni à rappeler des évidences, on ne peut pas faire moins que d'affirmer qu'il existe un rapport plus complexe entre le secteur de subsistance et l'ensemble capitaliste.

D'un côté, le secteur de subsistance échappe pour une large part à toute emprise directe et réglementaire de cet ensemble capitaliste.

D'un autre côté, le système capitaliste ~~s'empare~~ ~~du~~ ~~secteur~~ ~~de~~ ~~subsistance~~ en lui extorquant de la plus-value et du sur-travail.

Il serait peut-être simpliste de prétendre à un machiavélisme du système dominant pour expliquer l'ambivalence de ce rapport.

S'il est possible de répertorier quatre comportements principaux des pouvoirs publics à l'égard des artisans et des commerçants qui composent le secteur de subsistance, celui d'une difficulté de l'Etat, voire d'une impossibilité, ~~de~~ ~~maîtriser~~ l'évolution de ce secteur reste dominant.

-l'Etat peut parfois protéger certaines activités de subsistance contre les ambitions ou des pratiques qui portent atteinte à l'utilité sociale de ce secteur. Deux exemples:

Les pouvoirs publics ont empêché certaines tentatives d'affairistes ivoiriens en vue de créer des cantines pour les travail

vailleurs des zones industrielles, préférant voir se maintenir, pour des raisons de compétitivité, l'activité artisanale de préparation alimentaire, tenue par des femmes indépendantes.

Le ministère du commerce a réglementé puis interdit les importations de frippes, en provenance des USA et de Hollande, qui portaient préjudice aux petits tailleurs nationaux.

-l'Etat peut au contraire réprimer certaines activités de subsistance de façon plus ou moins systématique.

Les fours à pain traditionnels ont été totalement interdits et même parfois détruits sous prétexte d'insalubrité publique, au profit d'unités semi-industrielles créées le plus souvent par des fonctionnaires ivoiriens affairistes (8).

Les transports en communs privés ont été évincés de la capitale ivoirienne en 1977 pour des "raisons de sécurité routière", mais aussi pour permettre à la société d'économie mixte des transports abidjanais de prendre en main l'ensemble du réseau intra-urbain. Une des conséquences immédiates de cette monopolisation fut le doublement du prix de la course.

Dans des conditions plus effectuelles et pourtant moins efficaces, les municipalités peuvent organiser le déguerpissement de certains petits producteurs. Ce fut le cas dans le quartier central de Treichville duquel les artisans garagistes ont été en principe éloignés du fait des nuisances liées à leur activité. Un autre exemple de répression locale porte sur les vendeuses de fruits, fritures et autre préparation alimentaire sommaire qui opèrent devant leur domicile dans les quartiers populaires; elles sont régulièrement pourchassées et leur matériel (bassines, petits fourneaux,...) confisqués en attendant le paiement de l'amende.

-l'Etat prétend intervenir activement dans le fonctionnement et l'évolution de ce secteur de subsistance

On peut donner au moins trois niveaux d'explication à cette pseudo-politique artisanale:

.imaginer des politiques de rechange face aux insuffisances de l'industrialisation en matière d'emploi et à une urbanisation massive et anarchique,

.tenter d'exercer un contrôle sur un secteur de l'économie urbaine nécessaire et instable,

.assurer la promotion de quelques entrepreneurs ivoiriens en repoussant ce secteur de subsistance.

Ces principes vont se concrétiser sous diverses formes:

.un appareil institutionnel et législatif complet est mis en place au début des années 70,

.des financements abondants sont largement répartis hors du secteur de subsistance,

.les colloques, enquêtes et discours dilatoires se substituent largement à l'action,

.la situation concrète de la majeure partie de l'artisanat reste inchangée...

-l'Etat ne peut qu'entériner le fait artisanal urbain

La soumission de l'ensemble capitaliste au fait artisanal tient en premier lieu à l'importance démographique et économique de ce secteur d'activité: les établissements artisanaux, toutes branches confondues, recensés en 1976 dans le grand Abidjan, étaient au nombre de 80.000. En outre, les perspectives d'emplois établies en 1980 par les planificateurs ivoiriens confirment non seulement cette importance absolue et relative (42% des emplois abidjanais relèvent du "secteur informel") mais sa place grandissante (de 41% en 1980, cette proportion devrait passer à 46% en 1990).(9).

En termes de revenu, la contribution de ce secteur à l'économie abidjanaise était évaluée en 1975 à 26% avec une relative stabilité pour les années suivantes (10).

Un phénomène économique aussi stratégique au plan de l'emploi et du revenu ne peut que limiter la marge de manoeuvre de l'Etat à son encontre par sa masse et son inertie propre.

A cette dimension, s'ajoute la méconnaissance totale des praticiens de l'économie, des mécanismes et des réactions de ce secteur, objet récent et encore obscur de la science économique. (A cet égard, même sans tomber dans la caricature de la lutte de classes, on ne peut pas ne pas s'interroger sur l'utilisation pourrait être faite d'un savoir qui révèle les pratiques et les tactiques des fractions sociales populaires ou marginales, encore incontrôlées par le système dominant).

De plus, la texture même de ce secteur de subsistance va renforcer l'absence de prise que l'Etat souhaiterait avoir sur lui.

Au plan économique, ce secteur de subsistance est un ensemble brownien d'individus et de ménages, sans structures internes, professionnelle, corporatiste ou syndicale. L'hétérogénéité et l'individualisation sont la règle. La variété des situations d'origine (chômeurs, jeunes migrants, travailleurs salariés, déscolarisés,

ménagères,...) en fait un milieu très composite dans sa substance; la diversité des situations selon l'âge, l'ancienneté dans la ville, l'ethnie, la nationalité, la localisation et l'activité vient renforcer l'atomisation de ce secteur (ce qui n'exclut pas l'existence de réseaux de solidarité familiale, villageoise ou ethnique). Il n'existe aucune concertation interne économique (par exemple sur les prix de vente) ou externe (Etat, municipalités, chambres consulaires,...). L'Etat a donc en face de lui aucune instance représentative, aucune organisation collective, mais seulement une masse de petits producteurs anonymes et isolés.

Les conditions de fonctionnement interne de ces petites unités accentuera la fluidité du secteur de subsistance.

L'exiguité des moyens d'équipement et la souplesse de fonctionnement lui donnent une morphologie très particulière: pas d'immobilisations financières ou techniques importantes, pas de fonds de roulement, pas de stock de matières premières ou de produits finis pas de distinction entre atelier de production et lieu de vente.

Le terrain, s'il n'est pas loué, est occupé en quartier, avec ou sans l'accord du propriétaire (particulier ou collectivité). Le financement modeste est très généralement personnel ou familial ("grand frère" salarié qui prête ou donne la mise de fonds nécessaire au démarrage de l'activité). La technique de production est simple et a été acquise par apprentissage, dans un atelier de même nature pour les activités les plus complexes (mécanique-auto, ébénisterie, ferronnerie, vannerie,...) ou bien sur le tas et au cours de l'acte productif lui-même en ce qui concerne les activités moins techniques (commerces en tout genre, menuiserie ordinaire,...)

Ainsi la création et le fonctionnement de ces petits métiers se réalisent en dehors de toute législation et règlement, sans rapport juridique, ou économique avec l'Etat.

Les pouvoirs publics disposent donc de peu de latitude pour intervenir directement dans le champ du secteur de subsistance (hormis la répression directe encore qu'un "pogrome" artisanal est d'autant moins réalisable qu'il nécessiterait, au plan pratique, d'énormes moyens de répression et de surveillance).

De la Subsistance à l'Economie Populaire Spontanée

L'ambivalence pourrait donc caractériser les

De la Subsistance à l'Economie Populaire Spontanée

L'ambivalence pourrait donc caractériser les rapports entre secteur de subsistance et système dominant. Comment comprendre autrement, d'une part, l'illégalité et la fragilité des situations individuelles en opposition au caractère massif et patent de ce secteur, et, d'autre part, sa vulnérabilité localisée (déguerpissements et "ratonnades") en contradiction avec la puissance qu'il retire de sa contribution essentielle à la reproduction sociale urbaine en économie dominée.

L'argumentation dualiste qui explique la situation de "l'informel" par ses faiblesses intrinsèques (niveau de capital ou de compétence, mode d'organisation du travail et de gestion), ou la démonstration marxiste, analysant non sans raisons l'état de la petite production marchande comme un effet de la domination et de l'exploitation capitaliste, n'épuisent pas totalement la question de la subsistance en milieu urbain africain.

L'exploitation du secteur de subsistance par le capital constitue sans doute une analyse pertinente de leurs rapports, mais elle paraît insuffisante à expliquer la totalité de ce phénomène et, peut-être même, crée une occultation par son caractère manichéen en regard de la complexité réelle de l'objet.

Dans la liaison entre secteur de subsistance et ensemble capitaliste, l'idée d'ambivalence par rapport à celle d'exploitation (quelle inclut d'ailleurs totalement) offre la possibilité d'ouvrir l'analyse sur cette forme particulière "d'action populaire" que constitue la subsistance, récupérée sans doute, mais échappant largement à l'emprise capitaliste.

Des ~~concepts~~ ~~singuliers~~ ~~et~~ ~~des~~ ~~analogies~~ paraissent tout-à-fait intéressants à noter ici:

Le contexte implicite envisagé n'est pas celui d'un capitalisme naissant qui tolérerait, en attendant de l'absorber, un secteur pré-capitaliste (cas de l'artisanat européen à partir du XVI^e siècle), mais c'est une économie spontanée qui se crée en même temps et nécessairement, avec la croissance capitaliste périphérique à qui elle s'impose (identique en bien des points aux petits métiers qui vont fleurir avec l'industrialisation et l'urbanisation en Europe).

Ce n'est pas non plus une économie dissimulée

et réprimée comme en engendre les systèmes socialistes bureaucratiques (économie privée parallèle) ou les états capitalistes en crise (économie souterraine à l'italienne, travail au noir en France...) mais celle-ci est visible flagrante et totalement exposée.

Mais globalement n'y a-t-il pas une étrange parenté entre ce secteur de subsistance des économies dominées, ces petites activités économiques populaires des villes de l'Europe en voie d'industrialisation et l'économie privée invisible des économies capitalistes ou socialistes en crise au XX^e siècle?

Et n'existerait-il pas historiquement une pratique économique populaire induite par les contradictions ou le recul du capitalisme dominant (privé ou étatique) mais lui échappant totalement dans son fonctionnement et son développement?

Apparaîtrait alors un niveau d'analyse plus pertinent qui sortirait l'artisanat des pays sous-développés du ghetto tiers-mondiste à l'intérieur duquel on s'évertue à repérer des singularités, alors que la nouvelle problématique à concevoir est celle qui resitue le secteur de subsistance dans l'histoire de l'économie spontanée populaire et qui recherche selon quelles déterminations historiques, capitalistes et populaires, celle-ci se développe ou disparaît.

Février 1982

Notes Bibliographiques

- (1) Cl. de Miras: L'Entrepreneur Ivoirien ou une bourgeoisie privée de son état.
"Etat et Bourgeoisie en Côte d'Ivoire". Etudes réunies et présentées par Y-A. Fauré et J-P. Médard.
Editions Karthala. 1982.
- (2) W.A. Lewis: Economic Development With Unlimited Supplies of Labour.
Manchester School of Economic and Social Studies.
Vol. 22. 1954.
- (3) Rostow: Les Etapes de la Croissance Economique.
Editions du Seuil. 1960.
- (4) BIT: L'Emploi, la Croissance et les Besoins Essentiels. Genève.
BIT. 1976.
- (5) C. Geary: Petty Producers and the Urban Economy: a Case Study of Dakar. Genève, BIT. 1974.
A.N. Bose: The Informal Sector in the Calcutta Metropolitan Economy. Genève, BIT. 1974.
M. Bienefeld: The Self-Employed of Urban Tanzania. Brighton, IDS. 1974.
IBEM : The Informal Sector and Peripheral Capitalism: The Case of Tanzania. IDS Bulletin. Brighton. 1975.
- (6) Cl. de Miras: Le Secteur de Subsistance dans les Branches de Production à Abidjan. Revue Tiers Monde. t. XXI. N°82.
Avril-Juin 1980.
- (7) Cl. de Miras: Secteur de Subsistance, Ménages et Salarariat.
Origines des revenus domestiques dans un quartier spontané d'Abidjan.
Centre ORSTOM de Petit Bassam. Janvier 1980. Abidjan.
- (8) Cl. de Miras: La Formation de Capital Productif Privé Ivoirien: Le Secteur Boulangerie.
Centre ORSTOM de Petit Bassam. Ministère du Plan.
Abidjan.
- (9) Contribution du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan au VII Congrès du PDCI-RDA. 1980.
- (10) Perspectives Décennales de Développement d'Abidjan.
Rapport de Première Phase. Première Partie. 1978.
Ministère des Travaux Publics, des Transports, de la Construction et de l'Urbanisme. Côte d'Ivoire.